



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

1

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 27 mars 2019*

---

Le vingt-sept mars deux mille dix-neuf à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 19 mars 2019, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, ID ELOUALI Ali, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, MASSÉ Elodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, ROCHE Gabriel, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick, MORO Christiane, ATHÉA Bernard, DUPUY Gilles, GRASSET-PRIAN Chantal, RIFFAUD Isabelle, ZIEGELMEYER Laurent, LEONCE Vanessa, GAUSSENT François, JULLIAN Anne-Laure, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, PERYAGH Yves, DRUART Frédéric, SALIM Malika, FRANCISOT Amandine, THIAM Moustapha, BARON Monique.

## **Était représentés :**

|                        |                                |
|------------------------|--------------------------------|
| Mme Sylvie LEROY       | mandat à Mme Nadia BRAHIMI     |
| M. Christophe NEUVILLE | mandat à M. Gabriel ROCHE      |
| Mme Carole BELLIER     | mandat à Mme Nadine LUC        |
| M. Laurent MELY        | mandat à Mme Anne-Marie ARNAUD |
| M. Jean-Marc BRIENNON  | mandat à Mme Béatrice ALIROL   |
| Mme Sushma OSTERMEYER  | mandat à M. Vasco COELHO       |

**Était absent :** M Jamil AIT IDIR

**Secrétaire de séance :** Madame Vanessa LÉONCE

## Sommaire

### Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| → Désignation du secrétaire de séance .....  | 4         |
| M. le Maire : Je passe tout de suite la parole à M <sup>me</sup> Jacq, directrice générale adjointe pour procéder à l'appel nominal. ....  | 4         |
| → Appel .....  | 4         |
| → Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 16 janvier 2019...   | 4         |
| <b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>   | <b>5</b>  |
| → 1. Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....   | 5         |
| <b>HABITAT .....</b>   | <b>5</b>  |
| → 2. Approbation d'une convention de partenariat avec l'association LE PARI SOLIDAIRE pour le développement de la colocation intergénérationnelle. ....  | 5         |
| → 3. Réaménagement des prêts contractés par IDF HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations concernant le patrimoine de 88 logements locatifs sociaux situés 11-13 VILLA PICHON (35 logements) et ZAC du PORT (53 logements). .... | 7         |
| <b>VIE INTERNATIONALE.....</b>   | <b>7</b>  |
| → 4. Approbation de la convention opérationnelle entre les différents partenaires pour la réalisation du projet « Un marché pour TRINGA MARÉNA » au Mali. ....   | 7         |
| → 5. Mandat spécial accordé à Patrice Diguët, 1er adjoint et Laurent Ziegelmeyer, Conseiller municipal, en délégation du 5 au 10 avril 2019 au MALI : Pose de la première pierre du marché de Tringa Maréna. ....                              | 8         |
| → 6. Attribution d'une subvention au Centre de secours de Choisy-le-Roi dans le cadre du jumelage de la commune avec la ville d'Hennigsdorf. ....  | 8         |
| <b>URBANISME – TRAVAUX – COMMERCE .....</b>  | <b>9</b>  |
| → 7. Adhésion au dispositif Certificats d'économie d'énergie SIGEIF – SIPPEREC pour la période 2018-2020. Approbation du projet de convention et autorisation à donner à Monsieur le Maire pour signer et exécuter ladite convention. ....     | 9         |
| → 8. Approbation du versement de la subvention annuelle à l'Association des Citoyens, Artisans et Commerçants Choisyens (ACACC).....   | 10        |
| → 9. Approbation des comptes de gestion du SAF sur le périmètre « Centre-ville - Dalles ».....   | 10        |
| → 10. Approbation des comptes de gestion du SAF sur le secteur « LOPOFA marché groupe scolaire ». ....   | 10        |
| → 11. Bilan de la concertation dans le cadre de la modification du PLU sur le secteur de la ZAC du Port. ....  | 10        |
| → 12. Approbation de l'acquisition de la Maison Rouget de Lisle. ....  | 12        |
| → 13. Approbation de la vente de la coque commerciale « Petit Carnot » à la SCI ELO. ....  | 12        |
| → 14. Approbation de la scission menant à la sortie du régime de copropriété au 62bis/64 rue d'Alsace Lorraine.....  | 12        |
| → 15. Approbation de la charte des chantiers : prévention des nuisances. ....  | 12        |
| <b>DÉVELOPPEMENT DURABLE.....</b>  | <b>15</b> |

- 16. Approbation d'une convention à passer avec l'association Au fil de l'eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2019.....15
- 17. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : Société BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS – présentation pour information de l'arrêté préfectoral portant enregistrement d'installations classées sur le site 6 rue Léon Mauvais à Vitry-sur-Seine (94 400). .....16
- 18. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : Société SOLETANCHE BACHY – présentation pour information de l'arrêté préfectoral portant enregistrement d'installations classées sur la commune de Vitry-sur-Seine (94 400).....16

## **TARIFICATION.....16**

- 19. Fixation du tarif pour l'adhésion au dispositif Carte Jeune Choisyen dans le cadre de la tarification des activités municipales du service jeunesse annexée au PASAM. ....16
- 20. Modification de la tarification du stationnement payant en parkings publics couverts à compter du 1er avril 2019. ....17

## **FINANCES .....19**

- 21. Décision modificative 1 – Exercice 2019 – Budget principal. ....19

## **COMMANDE PUBLIQUE .....21**

- 22. Approbation de la convention d'adhésion actualisée à la centrale d'achat du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP). ....21

## **PETITE ENFANCE .....21**

- 23. Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé situé 28 avenue de la Folie. ....21

## **DÉMOCRATIE LOCALE CITOYENNETÉ .....22**

- 24. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif 2019 – 1<sup>er</sup> versement.....22

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE .....22**

- 25. Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs entre la commune de Choisy-le-Roi et le Comité des Œuvres Sociales des personnels actifs et retraités de la collectivité territoriale de Choisy-le-Roi. ....22
- 26. Approbation de la mise à disposition d'un véhicule de fonction pour la Directrice Générale des Services.....23
- 27. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.....24
- 28. Questions diverses.....25

*La séance est ouverte à 19h36 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Nous avons 28 délibérations lors de ce Conseil municipal. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance pour aujourd'hui.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Conformément au dispositif du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance et comme à chaque Conseil depuis le début de ce mandat, je propose que Vanessa Léonce puisse être notre secrétaire. Elle vient de me dire oui, je l'en remercie.

*(M<sup>me</sup> Vanessa Léonce est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire :** Je passe tout de suite la parole à M<sup>me</sup> Jacq, directrice générale adjointe pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

*(M<sup>me</sup> Catherine Jacq procède à l'appel.)*

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 16 janvier 2019**

**M. le Maire :** Vous avez reçu, avec la convocation de ce Conseil, le procès-verbal de la séance du 16 janvier 2019. Y a-t-il des remarques sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous l'adoptons. Je vous remercie.

Avant de démarrer notre ordre du jour, vous avez vu qu'un vœu a été déposé sur la table, et cela a été mentionné lors de la conférence des Présidents. Nous aurons à le voir en fin de Conseil, il concerne la fracture numérique. De plus, vous avez un dossier complémentaire puisque vous aviez eu la notice, mais au moment où nous avons convoqué la séance nous n'avions pas le bilan complet de la concertation modifiée du PLU. Ainsi, il a été mis sur table.

Je vous informe aussi avoir reçu un courrier de M<sup>me</sup> Bercier me faisant part de sa décision de vouloir quitter le groupe Union Choisyenne. Pour l'Alternance, donc, je prends acte de sa décision, mais je précise de fait qu'elle souhaite rester membre du Conseil municipal à titre d'indépendante. Bien évidemment, cette démission donnera lieu à des modifications dans la composition des membres qui siégeaient dans les commissions. Il faudra que le groupe présidé par M. Panetta désigne quelqu'un d'autre pour être représenté dans les commissions. De même, M<sup>me</sup> Bercier était membre de la CAO et je propose que pour la prochaine séance sa suppléante siége à sa place en attendant que nous désignions au sein du Conseil un ou une titulaire pour la CAO.

Ensuite, une autre information concernant les tablettes numériques. Vous savez qu'il y a une migration qui est en cours vers la société SFR et nous vous avons demandé par mail d'amener vos tablettes au service DNR pour le changement de carte SIM. Or, certain.e.s élu.e.s ne l'ont pas encore fait. Cela engendre une dépense supplémentaire pour le maintien de l'abonnement, dans un premier temps, mais dans un second temps vos tablettes ne vont plus fonctionner car ce maintien est limité dans le temps par l'ancien opérateur. J'interpelle tous ceux qui n'ont pas encore fait la démarche auprès de DNR à le faire. Les agents de ce service se tiennent à votre disposition pour vous fournir matériel et aide. Je tiens à votre disposition la liste de ceux qui n'ont pas encore fait le nécessaire, si vous avez un doute.

Après ces remarques, et avant d'entamer l'ordre du jour de notre Conseil, je tiens à ce que nous puissions avoir une pensée au sein de notre assemblée à la fois pour les personnes qui ont vécu lourdement des événements récents, je pense, évidemment, à l'attentat en Nouvelle-Zélande du 15 mars dernier, l'attaque des deux mosquées qui a fait au bilan plus de 50 morts et aussi une cinquantaine de blessés. Je pense aussi à l'attaque contre un village au Mali le 23 mars qui est un véritable attentat et cela nous touche énormément ici à Choisy-le-Roi. C'est une attaque avec la volonté de tuer le plus de personnes possible et nous savons tous ici que ces attentats, c'est ce qu'il y a de plus lâche. Des personnes décident de tuer des innocents sans défense et par surprise et si je disais que cela nous touche particulièrement c'est parce qu'ici beaucoup de Choisyennes et de Choisyens ont des racines maliennes. Comme vous le savez, lors de notre Conseil municipal, nous avons notamment présenté le projet de construction d'un marché à Tringa Maréna où nous allons bientôt mettre la première pierre. D'ailleurs, une délibération va être proposée durant ce Conseil pour permettre à Laurent Ziegelmeyer et à Patrice Diguët de nous représenter lors de la pose de cette première pierre et je pense qu'il est important d'avoir une pensée pour l'ensemble des familles maliennes qui ont été touchées par ces attaques odieuses. Choisy-le-Roi est toujours solidaire avec le peuple malien et à travers ces mots, tout mon soutien va aux familles des victimes de cette barbarie, de leurs proches et de leurs ami.e.s. Je crois que nos questions de solidarité sont un fort marqueur pour notre ville. Permettez-moi, aussi, de penser aux victimes du cyclone au Mozambique, cyclone qui a fait aussi d'énormes ravages avec plus de 730 morts. J'ai l'impression que tout le monde n'est pas très attentif à ces événements, cela étant, je pense que nous pouvons partager cette émotion.

## RESSOURCES HUMAINES

### → 1. Modification du tableau des effectifs du personnel communal.

**M. le Maire :** Je propose sans plus attendre de démarrer notre Conseil. Je disais près de 28 délibérations en commençant par la modification du tableau des effectifs du personnel communal, quelque chose de tout à fait ordinaire. Y a-t-il des remarques sur cette modification ? Merci, nous adoptons.

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.*

## HABITAT

### → 2. Approbation d'une convention de partenariat avec l'association LE PARI SOLIDAIRE pour le développement de la colocation intergénérationnelle.

**M. le Maire :** Nous passons aux questions liées à l'habitat et à l'approbation d'une convention de partenariat avec l'association Pari Solidaire pour le développement de la colocation intergénérationnelle, une démarche novatrice dont nous pouvons être fier.es. Gabriel Roche.

**M. Roche :** C'est une proposition faite dans la perspective d'essayer de trouver des solutions à la difficulté d'accès au logement pour les jeunes. Ce fait est d'ailleurs souligné par tous les observatoires. À Choisy-le-Roi, depuis ce début de mandat, une résidence jeunes actifs a vu le jour, nous avons déjà, ici-même, signé une convention sur une colocation dans le parc de Valophis et, surtout, le précieux travail du CLAJ qui travaille en partenariat avec des partenaires qui ne sont pas forcément en lien avec nous. Ils arrivent ainsi à récupérer des contingents de la Région que nous n'avons pas, permettant, de fait, de créer une fluidité et donc des accès à des logements. Ensuite, nous avons deux résidences, une qui existait déjà et une autre qui s'est montée récemment, durant ce mandat, dans le quartier du Port. Nous avons aussi, dans le projet de notre majorité et en honorant l'agenda 21, l'action n°31 qui parle d'intergénérationnel. Le travail du CCAS sur l'analyse des besoins sociaux nous a permis de constater que, si nous regardions du côté des seniors, la question de l'isolement se posait, et à partir de là, nous avons rencontré une association qui est à l'origine de ce concept de colocation

intergénérationnelle qui s'appelle le Pari Solidaire pour essayer de mettre cela en place sur notre ville.

C'est un travail important qui associe cinq services. Cela passe par le CCAS comme étant capteur d'une population ayant une capacité à accueillir dans son logement. Ensuite, le dispositif du Pari Solidaire est de fonctionner avec des jeunes en service civique. Cela mobilise donc le service jeunesse pour trouver chez les Choisyen.nes des jeunes intéressé.es par cette expérience. Cela concerne aussi le service de Malika, puisqu'il s'agirait de mobiliser le réseau associatif et enfin, le service de la communication puisque nous allons être dans le diffus, il sera nécessaire de faire connaître ce dispositif afin de toucher un maximum de personnes et enfin, évidemment, le service habitat que je représente. La note en votre possession détaille techniquement les deux manières pour des jeunes de souscrire à cette colocation : soit en échange d'un temps de quatre nuits par semaine et un week-end sur deux, soit une contrepartie d'une petite redevance donnée à la personne âgée qui reçoit. Monsieur le Maire, je propose que Catherine puisse faire un complément sur l'aspect seniors, parce que moi, je suis irrémédiablement côté jeunes.

**M. le Maire** : Cela risque de lui faire plaisir. Catherine Despres souhaite nous parler des seniors, après M<sup>me</sup> Baron.

**M<sup>me</sup> Despres** : Le CCAS avait contacté l'association Pari Solidaire sur les résidences Frachon et Brossolette, mais cela n'avait pu se faire, alors que nous avons présenté tout le dispositif aux seniors, tout simplement, parce que dans les deux résidences, nous n'avons plus de studios disponibles. C'était extrêmement intéressant du côté intergénérationnel, la façon de faire n'était pas tout à fait la même que celle présentée par Gabriel, mais cela se rejoignait beaucoup. À part ce dispositif, le CCAS s'est mis à disposition du service habitat pour travailler avec lui sur le diffus qui sera une autre façon de travailler, mais toujours en relation entre le CCAS et le service habitat.

**M. le Maire** : Merci. M<sup>me</sup> Baron.

**M<sup>me</sup> Baron** : Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues. En tant qu'élue et aussi secteur associatif, je rencontre très souvent les personnes âgées qui veulent rester à domicile et bien sûr, souvent, elles vont de difficulté en difficulté. Rester à domicile à condition d'être en bonne santé c'est bien, mais après, c'est plus difficile et surtout par rapport à l'administratif notamment sur ce que nous subissons comme fracture numérique, c'est très difficile de faire ses papiers.

Par rapport au service civique, je suis tout à fait d'accord, ils sont bien encadrés, mais c'est l'engagement de la jeunesse qui fait que cela pourrait être des actions bénéfiques aux seniors et à eux également, car souvent ils sont en recherche de logement. Cependant, la cohabitation reste quelque chose de délicat, il y a un partage. Là, cela concerne les personnes âgées, mais il faut savoir que c'est un réseau qui fait partie d'un groupe SOS Pari Solidaire et ce groupe existe depuis très longtemps, environ 35 ans. Il a un gros chiffre d'affaires, car il ne fait pas que cela, il s'occupe aussi d'actions internationales. Malgré tout, il y a une question de confiance, de civisme et aussi une question d'argent c'est pour cela qu'il est très difficile de trouver une bonne colocation durable, car il faut faire un tri par rapport aux jeunes. Ces jeunes en question doivent faire preuve de civisme et de respect, il y a tout ce côté personnel, car ils partagent un appartement avec une personne âgée. Dans ce que vous dites, je note deux choses. La première, par rapport ce que dit Mme Benkahla il y a des jeunes qui vont aider, qui auront certainement un bureau, pour aller aider les personnes à déménager, s'occuper d'internet, etc. La deuxième chose, c'est la question d'argent, car vous parlez de cotisation annuelle. J'ai lu aussi qu'il y avait une indemnité d'occupation, c'est un peu compliqué, je pense. Ces personnes âgées m'en parlent beaucoup, je leur dis qu'il s'agit de frais de dossier, qu'il faut commencer par quelque chose. Notre groupe est d'accord pour ce concept qui est quelque chose de bien avec un bon suivi et contrôle régulier, c'est une cohabitation qui peut être heureuse donc réussie.

**M. le Maire :** Merci. D'autres interventions sur le sujet ? Non. Abstentions, contres ? Je vous remercie.

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.*

→ **3. Réaménagement des prêts contractés par IDF HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations concernant le patrimoine de 88 logements locatifs sociaux situés 11-13 VILLA PICHON (35 logements) et ZAC du PORT (53 logements).**

**M. le Maire :** Nous passons au réaménagement des prêts contractés. Nous passons régulièrement ces réaménagements de prêts. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas, nous adoptons. Je vous remercie.

*La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.*

## **VIE INTERNATIONALE**

→ **4. Approbation de la convention opérationnelle entre les différents partenaires pour la réalisation du projet « Un marché pour TRINGA MARÉNA » au Mali.**

**M. le Maire :** Nous passons aux questions liées à la vie internationale qui font le lien entre mon introduction de Conseil et l'approbation de la convention opérationnelle entre les différents partenaires pour la réalisation du projet de marché à Tringa Maréna au Mali. Je pense que cela a été vu en commission. Laurent Ziegelmeier.

**M. Ziegelmeier :** Effectivement, cela a été vu en commission. Quelques mots de complément à votre introduction, Monsieur le Maire, sur ce qui s'est passé au Mali. Il ne faut pas tomber dans des explications trop simplistes et dire que l'Afrique ne sortira jamais des guerres ethniques et tribales, parce que c'est un petit peu plus compliqué que cela. Cela n'a pas été dit ce soir, ici, mais nous pouvons commencer à le lire dans une partie de la presse : la situation au Mali est bien plus complexe, entre vrais djihadistes et faux bandits, entre soldats perdus de l'islamisme algérien, entre un État absent, entre la crise libyenne provoquée par qui nous savons et comment nous savons. Aujourd'hui, ce pays est dans un état terrifiant et cela renforce notre volonté de continuer le projet de solidarité.

La notice qui vous est présentée ce soir n'est que la dernière partie administrative et juridique pour nous permettre de lancer la construction du marché. Cette convention est des plus classique entre les différents partenaires, les deux communes, le cabinet d'architectes, la fondation SADEV et les ressortissants de Tringa Maréna en France, qui sont aussi porteurs du projet. D'autres partenaires ne sont pas mentionnés pour des raisons juridiques dans cette convention comme l'Union des Femmes africaines et amis de Choisy-le-Roi. C'est purement pour une question juridique, car comme partenaires importants, c'en est vraiment un et pour les avoir rencontrées hier soir, elles tiennent toujours autant au projet et sont aussi énormément touchées par ce qui s'est passé samedi dernier. Nous pouvons en citer quelques autres : la ville d'Angers qui va nous permettre, pour faire une transition avec la notice suivante, à Patrice et à moi ainsi qu'au reste de la délégation (puisque nous serons sept au total) de loger à Bamako en toute sécurité. La ville de Montreuil avec qui nous faisons un travail intéressant, puisqu'elle est jumelée avec l'ensemble du cercle de Yélimané dont fait partie Tringa Maréna. Un autre partenaire, l'AFD qui est citée à de nombreuses reprises, car nous leur devons beaucoup, ce qui est normal, c'est 470 000 euros d'argent public versé par l'État. Vous trouverez aussi dans cette notice le tableau financier complet, donc pour éviter toute mauvaise polémique comme il y en a eu après le Conseil municipal précédent vous trouverez une addition d'un peu plus de 833 000 euros.

Je vais essayer d'être clair sur les chiffres : un peu plus de 43 000 euros pour la ville de Choisy-le-Roi, dont, si vous avez bien écouté l'autre fois et si vous avez relu le procès-verbal qui vous a été envoyé pour correction, 40 000 euros du SIAAP. La ville ne verse que 3000 euros dans le tour de table du marché. Dernier élément de regret, que nous avons abordé dans la réunion de préparation hier soir, c'est que la situation au Mali est extrêmement tendue et y assurer la sécurité y est très compliqué. Tout comme les associatifs et les élus maliens, nous interpellons nos ministères des affaires étrangères respectifs, car il est dommage que les frais de sécurité d'un projet qui est d'abord fait pour la paix, le développement et la démocratie, soient à la charge du projet. C'est-à-dire que la douzaine de gendarmes maliens qui va nous accompagner la semaine prochaine est prise sur la ligne budgétaire du projet. À titre personnel, je n'étais pas le seul à penser cela hier soir, je trouve regrettable qu'à chaque mission nous soyons obligés de payer les frais de sécurité.

**M. le Maire :** Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? M<sup>me</sup> Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Comme vous dites, c'est un peu dommage, mais quand même vous avez vu la situation en ce moment ! J'ai entendu à la radio que c'est catastrophique, ceux qui causent le trouble ne sont pas jugés, ils sortent de prison et donc ils sont libres de tuer la population... donc moi je suis bien loin avec mes préoccupations de vouloir être très attentive aussi aux problèmes des enfants exploités pour travailler dans les mines, maintenant toute la population est menacée.

Certes, c'est bien d'aller mettre la première pierre pour le marché, mais ils savent faire car il y a un joli marché aussi en dessous de Bamako, au sud dont nous ne nous sommes pas occupés, puisqu'énormément de pays donnent de l'argent, comme en ce moment les Pays-Bas, ils ont pas mal de solidarité. Cependant, je veux juste vous demander de faire attention à notre marché sur Choisy-le-Roi. Il est aussi dans un état lamentable et il faut aussi en priorité, c'est votre responsabilité d'élus, s'en occuper.

**M. le Maire :** Bien, revenons à la délibération, y a-t-il d'autres prises de parole ? Non. Je sou mets au vote. Abstentions, contre ? Nous adoptons, je vous remercie.

*La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 5. Mandat spécial accordé à Patrice Diguët, 1er adjoint et Laurent Ziegelmeyer, Conseiller municipal, en délégation du 5 au 10 avril 2019 au MALI : Pose de la première pierre du marché de Tringa Maréna.**

**M. le Maire :** Nous passons à la suite, cette délibération fait suite aux propos de Laurent Ziegelmeyer. Vous savez que nous sommes dans l'obligation de passer des mandats spéciaux pour permettre aux élus de partir donc c'est l'objet de cette délibération. Y a-t-il des remarques sur cette dernière ? Je n'en vois pas. Abstentions, contre ? Elle est adoptée.

*La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 6. Attribution d'une subvention au Centre de secours de Choisy-le-Roi dans le cadre du jumelage de la commune avec la ville d'Hennigsdorf.**

**M. le Maire :** Toujours sur les questions liées à la vie internationale. Laurent Ziegelmeyer.

**M. Ziegelmeyer :** Je vais faire court, car je n'ai pas beaucoup de temps puisque M<sup>me</sup> Baron et moi devons aller faire nos courses au marché de Marseille qui est à 700 kilomètres d'ici, comme celui dont elle nous parlait par rapport à Tringa Maréna.



Vous verrez d'autres délibérations de ce type, probablement dans les mois qui viennent. Nous l'avons vu en commission cela n'a pas posé de problèmes, mais une explication pour l'ensemble du Conseil municipal est nécessaire. Vous savez que le comité de jumelage s'est auto-dissout, nous avons pris en charge... Nous pourrions refaire le débat, Monsieur Panetta.

**M. le Maire** : Non, ce n'est pas la peine.

**M. Ziegelmeier** : Maintenant, en élu.es responsables et garant.es des deniers publics, nous essayons de traiter les conséquences de cette autodissolution que nous n'avions pas souhaitée. Nous avons repris l'intégralité du budget et des subventions afférentes à un détail prêt, c'est comme le comité de jumelage... Si Tonio et Vasco voulaient bien écouter la fin de l'explication...

Nous avons repris l'intégralité des subventions de jumelage à la différence près que le comité de jumelage était une association donc, les pompiers pouvaient venir avec les factures et se faire rembourser par chèque. Or, vous le savez tous, dans une ville nous ne fonctionnons pas tout à fait comme cela. Ainsi, nous devons passer à chaque fois une délibération et une convention. Nous le faisons ce soir pour les pompiers qui sont des acteurs majeur du jumelage, en particulier avec l'Allemagne, et nous le ferons également pour le volley-ball, l'aviron, les collèges. Dernière précision, une nouvelle recrue au service vie internationale a, en particulier, mais pas seulement, en charge les relations avec tous ces partenaires, la redéfinition de ces projets et les subventions afférentes. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci. Pas d'autres demandes de prise de parole ? Abstentions, contre ?

*La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Avant de passer à la délibération suivante, liée à l'urbanisme, permettez-moi de faire une petite parenthèse puisque nous venons de parler des pompiers. Sachez que cet après-midi, à 15 heures 30, il y a eu un départ de feu Tour de Seine au douzième étage. Un dispositif de pompiers a été rapidement mis en place et il s'est avéré que le feu a été très vite maîtrisé, un feu d'appartement qui n'a pas pris dans les étages ni sur le palier. C'est une erreur, apparemment un incendie domestique et donc, l'ensemble du dispositif a été levé à 17 heures. Évidemment, lorsque j'ai été informé de cet incendie sur la dalle, vous vous doutez bien que j'étais un petit peu fébrile. Heureusement, rien de catastrophique. Certainement, des images vont paraître sur Facebook, etc., parce que de fait il y a eu un déploiement très important du fait que c'était encore sur une des tours, mais rien de bien dramatique et pas de blessé.

## **URBANISME – TRAVAUX – COMMERCE**

**→ 7. Adhésion au dispositif Certificats d'économie d'énergie SIGEIF – SIPPEREC pour la période 2018-2020. Approbation du projet de convention et autorisation à donner à Monsieur le Maire pour signer et exécuter ladite convention.**

**M. le Maire** : Pour cette question, il me semble que cela a été vu en commission. Monsieur le Président ?

**M. Id Elouali** : Tout à fait, je confirme, pas d'observations.

**M. le Maire** : Y a-t-il des demandes d'explications, de prise de parole ? Je n'en vois pas. Abstentions, contre ? Je vous remercie.

*La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 8. Approbation du versement de la subvention annuelle à l'Association des Citoyens, Artisans et Commerçants Choisyens (ACACC).**

**M. le Maire :** Y a-t-il des demandes de prise de parole sur cette subvention ? M. Panetta.

**M. Panetta :** Monsieur le Maire, c'est uniquement pour savoir si c'est bien l'intitulé subvention ou remboursement puisque des membres de l'association m'ont dit qu'il s'agissait d'un remboursement. Simplement cela, nous allons voter pour.

**M. le Maire :** C'est la subvention du fait des initiatives mises en place dans l'année 2018. L'ensemble des pièces a été fourni donc nous accréditons le principe de l'aide, c'est cela ? C'est cela, d'accord. Cela passe par une subvention. Abstentions, contre ? Je vous remercie.

*La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 9. Approbation des comptes de gestion du SAF sur le périmètre « Centre-ville - Dalles ».**

**M. le Maire :** Pas de remarques en commission ?

**M. Id Elouali :** Non, Monsieur le Maire, je confirme, pas de remarques.

**M. le Maire :** Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Nous allons nous abstenir, car nous n'avons pas pu approfondir le rapport.

**M. le Maire :** D'accord, c'est une indication de vote.

*La délibération n°9 est adoptée à la majorité (10 abstentions).*

**→ 10. Approbation des comptes de gestion du SAF sur le secteur « LOPOFA marché groupe scolaire ».**

**M. le Maire :** Il n'y a pas eu de remarque non plus, y a-t-il des demandes d'explications ? Je vous remercie.

*La délibération n°10 est adoptée à la majorité (10 abstentions).*

**→ 11. Bilan de la concertation dans le cadre de la modification du PLU sur le secteur de la ZAC du Port.**

**M. le Maire :** Cela fait suite à la présentation aux groupes de travail en atelier. M. Panetta.

**M. Panetta :** C'est déjà arrivé, ce qui nous est demandé est un peu ambigu, vous nous demandez de voter alors qu'il s'agit d'un avis. Nous, nous voulons bien donner notre avis, mais si nous devons voter, nous votons quoi ? Qu'il y a eu un débat ? Effectivement, nous pouvons voter pour.

**M. le Maire :** C'est un principe, il s'agit de donner un avis favorable sur le fait qu'il y a eu concertation et qu'un bilan a été édité du fait de cette concertation.

**M. Panetta :** Nous pouvons donner un avis favorable, effectivement, il y a eu concertation. Maintenant, le contenu du bilan, nous demandons à voir, nous avons des réserves, puisqu'il est écrit dans le compte rendu du bilan ainsi, voter pour cela signifie que nous approuvons ce qui est mentionné dans le bilan. Vous écrivez qu'il a été acté, notamment par rapport aux hauteurs. Pour l'instant, pour nous, il n'y a rien d'acté. Vous avez retranscrit ce qu'ont demandé les

habitants, cela nous l'actons, mais dans les nouvelles propositions nous ne constatons pas une baisse, notamment de la hauteur des immeubles incriminés. Cette phrase nous dérange.

**M. le Maire** : Nous allons vous donner une explication. M. Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire. Monsieur Panetta, la délibération porte sur le protocole, si oui ou non il y a eu concertation. Manifestement, il y a eu concertation. Ensuite, le contenu des réserves est intégré dans le bilan c'est-à-dire que ce qui a été présenté montre bien qu'il y a eu des réserves sur une résidence. En l'occurrence, de mon point de vue, nous pouvons voter sereinement ce qui nous est exposé ce soir.

**M. Panetta** : Nous allons voter qu'il y a eu concertation et nous exprimons notre plus grande volonté à ce que les réserves que vous avez actées se traduisent par des faits, si c'est noté dans le compte rendu ainsi, c'est parfait.

**M. le Maire** : C'est le principe de toute démarche qui est soumise à l'avis du Conseil lorsque c'est dans le cadre d'une concertation notamment sur une ZAC ou une opération d'aménagement. Cela fonctionne toujours ainsi, c'est-à-dire que nous votons la démarche de la mise en place d'une concertation, puisque c'est une démarche légale, obligatoire. L'étape suivante consiste à lever les réserves, à approfondir le travail pour aboutir à des projets de construction. Patrice Diguët.

**M. Diguët** : Cela a été dit.

**M. le Maire** : M<sup>me</sup> Baron.

**M<sup>me</sup> Baron** : Là est tout le problème, vous nous mettez devant l'obligation de devoir voter cette délibération après il va nous être reproché d'avoir voté.

**M. le Maire** : Moi, je ne vous dirai rien, je ne suis même pas sur Facebook, M<sup>me</sup> baron. Je n'écris même pas de tribune dans Choisy info, contrairement à d'autres.

**M<sup>me</sup> Baron** : Elles sont faites sournoisement vos démarches, mais cela ne nous empêche pas, à nous, notre groupe, de constater qu'il n'y a pas de cohérence dans toute cette action que vous tentez d'expliquer, qu'il n'y a pas de planification, pas de vision globale. Nous serions obligés de voter, parce que vous l'avez mis sur table, alors qu'il y a eu un bilan de concertation où nous n'étions pas invités, c'est ce que disait mon collègue.

**M. le Maire** : Attendez, mais si, vous étiez invités.

**M<sup>me</sup> Baron** : Nous sommes invités, excusez-moi, mais souvent nous n'y allons plus, parce que nous n'avons quasiment pas le droit à la parole. Dernièrement, je me suis entendue dire qu'il fallait me taire, car je ne faisais pas partie de ce quartier. Nous sommes donc élu.es, nous voulons avoir toutes les informations, mais nous n'avons pas le droit à la parole. Je pense que c'est une façon totalitaire de prendre les élu.es et de nous faire taire, parce que maintenant nous serions obligés de voter le fait qu'il y a eu, sur table, le bilan de la concertation. Non merci.

**M. le Maire** : J'avertis tout le monde qu'il ne sera pas nécessaire de lire la prochaine tribune du groupe puisque vous avez eu le résumé de leur prochain article dans Choisy info. Il porte sur le fait que je sois un totalitaire, mais ailleurs, sur d'autres réseaux, j'ai lu que j'étais Attila, j'incarne même les hordes sauvages auvergnates qui « déboulent à Choisy-le-Roi, ravageant tout sur leur passage. Il y a de grands poètes parmi nous...

**M. Panetta** : S'il vous plaît, Attila ce n'est pas totalitaire, c'est même un conquérant, mais ce n'est pas de ma faute s'ils étaient repoussés lorsqu'ils passaient.

**M. le Maire** : Ce sont tout à fait les propos mis dans cet article.

**M. Panetta** : C'est pour cela que je précise que je ne voyais pas de totalitarisme là-dedans, c'est simplement un constat humoristique.

**M. le Maire** : Je suis fortement étonné, car ce n'est pas vous qui l'avez signé. Il est signé de M. Druart, vous verrez que dans Choisy info, c'est votre signature. Bien, tout peut être dit dans cette ville et je ne vais pas vous attaquer les uns et les autres là-dessus. Je pense qu'il y a largement assez de démocratie dans cette ville, nous avons tenu cinq ou six réunions ouvertes à tous dont deux grandes réunions publiques au Royal ainsi que 3 ateliers sur le quartier. Je pense qu'il y avait largement matière à dire, et d'ailleurs, certains ont dit, cela a été mentionné et depuis retravaillé. Je sou mets aux voix cette question-là. Qui s'abstient, qui est contre ? Je vous remercie.

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.*

→ **12. Approbation de l'acquisition de la Maison Rouget de Lisle.**

**M. le Maire** : Pas d'objections en commission sur cette acquisition ?

**M. Id Elouali** : Non, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : La maison de Rouget de Lisle ne sera pas mise à terre, elle restera bien debout. Bien, pas de problèmes, nous adoptons ? Je vous remercie.

*La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.*

→ **13. Approbation de la vente de la coque commerciale « Petit Carnot » à la SCI ELO.**

**M. le Maire** : Là non plus, pas d'observations ? Je trouve que cela est une très bonne chose. Pas de remarques ? Nous adoptons. Merci bien.

*La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.*

→ **14. Approbation de la scission menant à la sortie du régime de copropriété au 62bis/64 rue d'Alsace Lorraine.**

**M. le Maire** : Des remarques ? M. Panetta.

**M. Panetta** : Nous votons pour en espérant que nous finissions par en sortir un jour puisque cela a été remis quatre fois.

**M. le Maire** : Merci. Unanimité ? Je vous remercie.

*La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.*

→ **15. Approbation de la charte des chantiers : prévention des nuisances.**

**M. le Maire** : Peut-être que cela mérite que nous nous y arrêtions. Patrice Diguët.

**M. Diguët** : Nous l'avons vu en commission, il s'agit de faire adopter par le Conseil municipal une charte élaborée par le Conseil citoyen des navigateurs lors des travaux qui vont être opérés dans le cadre du renouvellement urbain. Cette charte a été signée par Monsieur le Maire en présence du préfet de ville et par le conseil citoyen. Une précision complémentaire : cette charte est spécifiquement adaptée pour les travaux de renouvellement urbain sur les quartiers sud. Certains membres du Conseil municipal ont souhaité que cette charte soit retravaillée pour être

étendue et élargie à l'ensemble des travaux pouvant être opérés sur la ville. Cette charte sera donc retravaillée et elle devrait rentrer en application, si vous en êtes d'accord, à partir du mois de novembre 2019.

**M. le Maire** : Plusieurs interventions, Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Je profite de cette délibération, même s'ils ne sont pas là, pour remercier les employés qui travaillent sur le tramway, je voudrais les remercier de leur gentillesse, car nous vivons en ce moment des situations difficiles lorsque nous ne pouvons pas sortir de chez nous, etc. Je dois dire qu'ils sont d'une vraie gentillesse, ils reculent leur camion, etc., de ce côté-là, il n'y a rien à dire. Par contre, que ce soit pour le renouvellement urbain, pour le tramway ou les travaux en général, je pense que cela manque singulièrement de signaux lumineux la nuit où il y a un enchevêtrement de lignes, etc., à tel point que nous nous retrouvons souvent face à des voitures arrivant en sens inverse. Avant qu'il se produise quelque chose de grave il faudrait réfléchir là-dessus et que nous améliorions les conditions de sécurité durant ces travaux.

**M. le Maire** : Je vous remercie, je reviendrai là-dessus. Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron** : Par rapport à cette charte, pour moi, elle est la bienvenue, car nous avons besoin d'informations, c'est une bonne chose et malgré tout lorsqu'il y a des problèmes nous saluons les services de la voirie, particulièrement M. Boivin qui est à notre écoute, quel que soit le moment où nous l'appelons. Il nous aide à sortir de tous les problèmes. Bravo pour la charte, nous en avons besoin.

**M. le Maire** : Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire, merci beaucoup. Cher.es collègues, bien sûr que cette charte est plus que la bienvenue. J'aimerais exprimer cependant quelques réserves, bien que nous allons la voter plus que favorablement, mais quelques réserves sur son efficacité et la portée de son efficience compte tenu des moyens que la ville doit mettre en place pour la faire respecter. C'est surtout cela qui m'interroge et m'interpelle. Sur la portée, la démarche est plus que positive puisque c'est une démarche co-construite avec les habitants, mais très franchement j'ai quelques doutes, je ne souhaite qu'être contredit, sur notre capacité à la faire respecter aujourd'hui au-delà des consignes que nous donnons déjà aujourd'hui aux différentes entreprises qui interviennent sur la ville. C'est un vote pour, bien entendu, mais en même temps, une réserve. Merci.

**M. le Maire** : Madame Brahimi.

**M<sup>me</sup> Brahimi** : Monsieur le Maire, mes cher.es collègues. En complément de ce qui vient d'être dit, je voudrais dire qu'avec mon groupe nous nous satisfaisons de ce travail qui a été élaboré avec les habitant.es des quartiers sud. C'est un travail de très grande qualité, qu'il faut saluer, permettant de plus aux habitant.es de s'impliquer dans le quotidien de leur quartier, dans le devenir aussi de leur ville puisque la ville aujourd'hui est confrontée à de gros bouleversements avec les travaux importants qui s'y déroulent. Contrairement à mon collègue Ali Id Elouali, je suis assez optimiste. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé à ce qu'un travail complémentaire soit réalisé à partir de cette charte de façon à mettre en place les moyens pour contraindre les différentes entreprises ou délégataires intervenant sur le domaine public à respecter un certain nombre d'engagements, quitte à fixer à l'avance des pénalités, des sanctions, des moyens de poursuites éventuelles en cas de non-respect de certaines dispositions sur lesquelles ils se seraient engagés. Je pense qu'un véritable travail complémentaire est à mener. Dans tous les cas, le groupe des élu.es socialistes et républicains salue cette base élaborée avec les habitants et nous reviendrons au prochain Conseil municipal avec une charte plus coercitive et qui engagera véritablement tous les intervenant.es sur le domaine public. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci. M. Diguët.

**M. Diguët** : En précision complémentaire, cette charte sera partie intégrante des cahiers des charges des entreprises. Lors des appels d'offres, les entreprises retirant un dossier auront comme contrainte supplémentaire de respecter la charte. Les contrôles seront automatiquement faits et si les règles ne sont pas respectées cela sera effectivement condamnable, elles devront respecter la charte. Je pense que nous devons voir cela comme lorsque nous vérifions un travail fait par une entreprise répondant à un cahier des charges, elle aura là des contraintes supplémentaires et nous devons le voir ainsi, tout simplement.

**M. le Maire** : Bien, Monsieur Ennaoura.

**M. Ennaoura** : Merci Monsieur le Maire. Je souhaitais simplement apporter un léger bémol à cette charte, chose que j'ai déjà exprimée. Je crois que ce qu'attendent souvent les habitant.es, ce sont des résultats notamment quand ils/elles sont soumis à des nuisances sonores, mais aussi à des nuisances dues au fait que les véhicules stationnent n'importe comment, sur n'importe quel lieu. Je crois que le travail est là, il faut le saluer. Le travail fait avec les habitant.es, nous ne pouvons pas nier le fait que c'est un travail positif, un premier travail. Je rejoins ce qui a été dit, il faut un travail complémentaire de la part de la municipalité notamment sur les engagements que nous devons imposer aux entreprises qui vont faire les travaux. En effet, si elles n'ont pas des engagements précis avec des objectifs et des pénalités précis, je ne pense pas qu'elles les respecteront même si elles signent cette charte-là. Bien sûr, notre groupe votera favorablement, mais je tiens à renouveler l'importance de créer les conditions de la réussite de cette charte et ces conditions passent par le contrôle. Si les entreprises ne les respectent pas, elles doivent se voir appliquer des pénalités. Merci.

**M. le Maire** : Bien, peut-être quelques éléments supplémentaires. Cette charte a été travaillée en effet avec le Conseil citoyen dans le quartier sud, dans le cadre du renouvellement urbain. Durant l'été, avec Patrice Diguët, nous avons été fortement conviés à nous rendre à un carrefour, face aux entreprises avec les habitant.es. Ils avaient commencé à élaborer un certain nombre de préconisations, d'interpellations, etc., et c'est à ce moment que le travail a commencé, en disant réfléchissez à élaborer un document et nous nous en emparerons.

Ce qui vous est présenté est donc un document issu du travail avec les habitant.es. Ce travail pourra être élargi sur l'ensemble de la ville dans une phase ultérieure. Pour le moment, il sera annexé aux arrêtés municipaux et il ne concerne que ce quartier. D'où l'importance de tout le travail que nous ferons par la suite pour faire en sorte que cela s'applique sur l'ensemble de la commune. Je partage l'idée que nous devons être sur quelque chose d'assez coercitif sans quoi, cela n'a pas de sens, nous resterions dans quelque chose qui serait de l'ordre du symbolique et je crois que ce serait dommageable à la fois pour celles et ceux qui ont travaillé, mais aussi pour celles et ceux qui risqueraient de vivre les nuisances de nouveaux chantiers. De fait, comme le dit Patrice Diguët, je pense que nous devons avoir des éléments tangibles, juridiques, pouvant nous aider à cela dans le cadre notamment des commissions d'appel d'offres et des réponses qu'auront à donner les entreprises dans le cadre de ces appels d'offres. Frédéric Tisler, avant de passer aux voix.

**M. Tisler** : Monsieur le Maire, dans ces cas-là, pourquoi est-ce une charte et non un règlement municipal qu'à terme nous élaborerions ? Je pense que ce qui a induit un certain nombre de prises de position ce soir, c'est le terme charte.

**M. le Maire** : Tout à fait, parce que nous souhaitons une charte et c'est bien pour cela que je dis que demain nous devons aller vers quelque chose de plus conséquent dans le cadre des dossiers d'appel d'offres et que ce soit un document annexé à chaque démarche de travaux sur la ville. Nous devons aller vers cela. Peut-être n'est-ce pas une charte, mais un cahier

d'engagement, je ne sais pas comment l'appeler, un cahier d'engagement des entreprises qui travailleront sur la ville. C'est certainement à réfléchir et à approfondir. Monsieur Diguët.

**M. Diguët :** Au même titre que dans les cahiers des charges, il y a effectivement des contraintes en matière environnementales, nous en tenons compte dans le cadre des commissions d'appel d'offres, les entreprises sont notées en fonction des mesures qu'elles prennent pour préserver l'environnement. Nous aurons la même disposition par rapport à la charte. Il faut savoir que la charte qui sera élaborée *a posteriori* viendra supplanter la charte des navigateurs, évidemment, elle s'appliquera à l'ensemble des travaux sur la ville. C'est quand même un travail participatif au départ qui va beaucoup plus loin et qui s'appliquera sur l'ensemble des travaux, y compris sur les navigateurs.

**M. le Maire :** Voilà, les explications ont été assez claires. Devant le sous-préfet j'ai signé la charte, mais elle n'avait pas de portée réglementaire jusqu'à ce qu'elle vous soit soumise ce soir à approbation. Dans un deuxième temps, et pour chaque chantier, un arrêté de voirie devra être émis. C'est un petit élément de langage important à préciser. Je sou mets donc aux voix. Abstentions, contre ? Je vous remercie.

*La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.*

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

### → 16. Approbation d'une convention à passer avec l'association Au fil de l'eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2019.

**M. le Maire :** Nous passons aux questions liées au développement durable avec une convention que nous passons chaque année et qui nous fait toujours plaisir à savoir, celle d'un passeur de rives avec Au fil de l'eau. Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Merci Monsieur le Maire. J'espère que M. Panetta ne va pas prendre le mot des passeurs, ah, il n'est pas là. J'enchaîne en espérant que M. Panetta, qui n'est pas présent, ne nous reprendra pas sur ce terme qui a pour nous une vocation positive et j'ose dire poétique. En effet, il s'agit d'une action qui découle de l'agenda 21 à savoir, faire en sorte que les mobilités durables puissent être plus ancrées sur la ville et en l'occurrence la traversée de la Seine en est une. C'est dans cet esprit-là que je me réjouis, je vous invite à vous réjouir avec moi, du passeur de rives qui reprendra du service, si ma mémoire est bonne, au mois de mai jusqu'à septembre. Oui, bien sûr, c'est un chantier d'insertion, mais vous êtes coutumiers du travail d'Au fil de l'eau, puisqu'il s'agit d'une rencontre salubre entre des enjeux écologiques et des enjeux d'emplois et sociaux, la rencontre d'une structure de l'économie sociale et solidaire avec des enjeux écologiques et je m'en réjouis.

**M. le Maire :** Monsieur Coelho.

**M. Coelho :** Lors de la commission, nous avons parlé d'un manque de signalétique par rapport à cette traversée. Nous voudrions une signalétique plus claire pour les gens. Sincèrement, j'habite la ville, je sais, mais beaucoup de gens nous disent qu'ils ne savent pas où ça se trouve.

**M. le Maire :** D'autant plus que le quai a changé ces dernières années avec les travaux faits sur le secteur. En effet, nous pourrons travailler cela avec Voies navigables de France et Port Autonome de Paris, afin d'étudier cette démarche de signalétique. C'est important, il y a beaucoup de bouche à oreille concernant le passeur de rives, mais il pourrait y avoir encore plus de monde. Bernard Boivin.

**M. Boivin :** J'étais intervenu sur ce point-là lors de la commission, c'est aussi et surtout du côté des Gondoles que l'information manque. Aux Gondoles, cela se situe derrière le centre de loisirs

et plus encore, derrière les arbres. Personne ne sait où se trouve l'embarcadère sauf celui qui l'a déjà pris. C'est surtout là qu'il faudrait plus d'information ainsi qu'un panneau montrant que c'est bien là, que nous pouvons prendre le bateau.

**M. le Maire :** Pas de problème, nous prenons acte des deux côtés des rives. Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Les observations émises lors de la commission sur la nécessité de renforcer la visibilité d'identification du passeur de rives sur la rive ont été prises en compte. Non seulement elles ont été prises en compte, mais elles ont été indiquées au service et à l'élue en charge de la communication pour que cela soit suivi d'effets.

**M. le Maire :** Je mets aux voix, abstentions, contre ? Adopté, je vous remercie.

*La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.*

→ **17. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : Société BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS – présentation pour information de l'arrêté préfectoral portant enregistrement d'installations classées sur le site 6 rue Léon Mauvais à Vitry-sur-Seine (94 400).**

**M. le Maire :** Les deux délibérations suivantes sont des avis à donner. Pas de remarques ? Nous adoptons, je vous remercie.

*La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.*

→ **18. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : Société SOLETANCHE BACHY – présentation pour information de l'arrêté préfectoral portant enregistrement d'installations classées sur la commune de Vitry-sur-Seine (94 400).**

*La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.*

## **TARIFICATION**

→ **19. Fixation du tarif pour l'adhésion au dispositif Carte Jeune Choisyen dans le cadre de la tarification des activités municipales du service jeunesse annexée au PASAM.**

**M. le Maire :** Cette tarification est toute récente. Y a-t-il des remarques sur cette mise en place ?

**M<sup>me</sup> Arnaud :** Simplement, vous dire que la commission a approuvé à l'unanimité ce tarif pour la carte jeune Choisyen.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** C'est une très bonne initiative surtout de la refacturer 8 euros aux jeunes puisque c'est ce que cela coûte à la mairie. Je tiens aussi à souligner, en cette période où nous nous interrogeons sur le rôle de l'Europe, que c'est une initiative européenne.

**M. le Maire :** Elle a été fortement soulignée, parce que ceux qui étaient présents à l'inauguration et à la mise en place de cette démarche ont pu s'apercevoir qu'il y avait le Président des cartes jeunes Europe et aussi le directeur général de la structure qui a mis en place ces cartes jeunes. Ils étaient présents sur la ville et ils ont d'ailleurs assuré une présence et une animation sur la découverte de l'Europe pendant toute un après-midi où plus de 200 jeunes ont participé à cette dynamique qui est quelque chose d'assez important. Je sais qu'il y a des villes, d'autres départements, qui ont contacté notre service Jeunesse, afin de faire la même chose. Si en plus nous faisons des émules, nous pouvons en être satisfaits. Nous adoptons, je vous remercie.



*La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 20. Modification de la tarification du stationnement payant en parkings publics couverts à compter du 1er avril 2019.**

**M. le Maire :** Nous passons à une autre tarification.

**M<sup>me</sup> Luc :** Nous proposons de modifier pour le parking du Port, la délibération 16.037 du 18 mai 2016 portant sur les tarifs du stationnement en parkings couverts. Je vous rappelle que notre objectif de réhabilitation de nos parkings (Jean Jaurès, Marché, Mairie, etc.) était de regagner la confiance des usagers. Cet objectif est atteint, le bilan d'ensemble pour ces parkings c'est un taux d'occupation important aussi bien en horaire qu'en abonnement. Seule l'exploitation du parking du Port présente une partie de progression sensible, c'est le constat que nous avons fait en comité de pilotage espace public et c'est aussi celui du bureau d'études missionné dans le cadre des programmes d'aménagement dans le quartier du Port. Cette étude a fait l'objet d'un échange avec les habitants lors d'un atelier dédié aux mobilités le 31 janvier dernier. Le taux d'occupation du quartier du Port reste faible malgré la mise en stationnement payant de l'avenue Louis Luc, le report de stationnement se faisant sur d'autres voies y compris des voies assez éloignées de cette avenue. Cela nous conduit à avoir une action incitative pour capter les usagers, notamment en journée, c'est pourquoi nous vous proposons d'instaurer un tarif préférentiel de 30 euros mensuels pour 12 heures et le week-end.

Par ailleurs, quelques informations concernant le stationnement pour améliorer le service aux usagers et continuer la modernisation des équipements. Vous avez pu lire dans Choisy info que nous avons renouvelé le matériel du parking de la Mairie, ce qui était fort attendu depuis longtemps, et nous pouvons depuis le 18 février payer par carte aussi bien à la caisse que sur la borne. Il est aussi prévu, à terme, un paiement sans contact dans tous les parkings couverts.

Par ailleurs, dans un avenir proche, nous allons pouvoir payer le stationnement aux horodateurs via une application par Smartphone.

**M. le Maire :** Quelle modernité ! Nous sommes loin des hordes sauvages des francs. D'autres remarques ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** J'avais une réflexion qui est aussi une question. Nous avons vu qu'il y a 30 minutes gratuites, mais lorsque nous imprimons le billet, c'est assez flou. Moi je m'en tiens à ce qui est écrit sur les tarifs, c'est-à-dire 30 minutes gratuites, ce qui est très peu en comparaison de ce qui est fait dans les villes voisines. Lorsque nous faisons le calcul de ce que cela nous coûte à l'heure et à deux heures, nous ne sommes pas loin.

*(Protestations.)*

De toute façon, je pense que c'est une question extrêmement difficile, mais, et nous en avons discuté en commission, des personnes exagèrent, elles ont par exemple un garage ou un parking et elles garent leur voiture dehors. J'en conviens, cela n'est pas normal, mais d'autres personnes aussi n'ont pas le choix. Moi, ce qui m'inquiète beaucoup c'est de voir l'extension du parking payant partout dans la ville. Je maintiens ce que je dis, j'ai regardé par rapport à des villes voisines comme Créteil où cela représente le tiers avec deux heures gratuites. Si vous prenez le parking du Marché le dimanche matin, c'est entièrement gratuit et c'est deux heures gratuites dans la semaine. Là, je tire un peu la sonnette d'alarme, il me semble que nous sommes chers et c'est pour cette raison, avant d'avoir une réflexion plus poussée, que j'attire votre attention sur le fait que de nombreuses villes reviennent à un parking gratuit avec accentuation des contrôles et le disque. Nous devons avoir cette réflexion. En cette période troublée, où le pouvoir d'achat est au centre de toutes les discussions, tout en comprenant les problèmes de stationnement et que les façons de les régler ne sont pas simples, nous allons,

compte tenu de la tarification proposée et du peu de temps gratuit proposé, nous abstenir. Merci.

**M. le Maire** : Bien, c'est une explication de vote. Frédéric Tisler.

**M. Tisler** : Une petite information technique. Grâce à l'application Paybyphone, dont j'espère qu'elle sera celle dont nous nous servirons, deux heures de stationnement à Paris 13<sup>e</sup>, qui n'est pas la zone la plus chère de Paris puisque ce sont des arrondissements en périphérie, nous sommes à 5,10 euros. Je vois sur le tarif qui nous est donné : durée 2 heures, 3,20 euros. Entre 5,10 euros et 3,20 euros, je ne pense pas que nous puissions parler de tarification proche de celle de Paris étant donné que j'ai intentionnellement pris un des arrondissements les moins chers, situé en périphérie. Si nous allons dans le centre de Paris, ce sera bien plus cher.

**M. Panetta** : Oui, mais nous ne sommes pas Paris et cela me semble cher 3,20 euros par rapport à 5 euros. Regardez les villes voisines plutôt.

**M. le Maire** : Il faut regarder les villes voisines au regard aussi des tarifications qu'elles ont dans d'autres secteurs. Nous, nous faisons des choix de tarifications qui ne sont pas ceux de nos villes voisines sur les questions sportives, éducatives, culturelles, etc., le budget n'est pas le même. Nous avons une volonté aussi d'être attentifs au porte-monnaie des uns et des autres. Aujourd'hui, étant donné que nos parkings sont en centre-ville et que les gens vont faire des courses, normalement à proximité, je trouve qu'une demi-heure est suffisante en comparaison à un grand centre commercial où les gens restent plus d'une heure ou d'une heure et demie. De fait, si nous montions à une heure de gratuité, nous aurions un fort manque à gagner sur notre budget annexe des parkings et vous seriez les premiers à nous dire que cela ne va pas, qu'il faudrait certainement augmenter les tarifs. M<sup>me</sup> Luc.

**M<sup>me</sup> Luc** : Je voudrais rajouter que nous avons investi dans le précédent mandat plus de 7 millions d'euros, c'est écrit dans la note, ce qui n'est pas rien. Vous parliez, Monsieur Panetta, du parking du Marché. Je rappelle que le parking est gratuit les jours de marché, le jeudi et le dimanche. Ensuite, par rapport au coût horaire, nous sommes dans la moyenne des villes de mêmes strates que nous, nous ne pouvons pas comparer la pression en termes de véhicules entre Choisy-le-Roi et Thiais. Admettons, hypothèse d'école complètement ridicule, que nous rendions gratuit le stationnement couvert dans notre centre-ville, nous aurions un afflux de voitures faméiques, nous ne nous en sortirions pas.

*(M. Panetta objecte.)*

**M<sup>me</sup> Luc** : Bien sûr que si !

**M. le Maire** : Aviez-vous fini, Madame Luc ? Alors, Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Pour répondre aux propos de M<sup>me</sup> Luc, justement, ce sont les forts investissements nécessaires qui ont fait réfléchir d'autres villes à renoncer à ces investissements. Lorsque nous parlons de stationnement gratuit, c'est simplement les zones bleues qui ont été rétablies, qui ont toujours une incidence sur le turn-over des voitures. Notamment celles des villes voisines qui viennent se garer chez nous pour prendre le RER, puisqu'il ne s'agit pas de leur permettre de se garer ad vitam aeternam gratuitement. En effet, elles sont quand même verbalisées et effectivement, c'est bien une des raisons de ce que vous dites : les fortes sommes d'investissement où quelquefois nous ne nous y retrouvons pas. C'est bien pour cela que de nombreuses villes en France et des centres-villes prestigieux rendent le parking gratuit, mais avec une sévérité accrue en regard des zones bleues décrétées.

Pour répondre à Monsieur le Maire, je m'amuse depuis un certain temps, dès que je suis dans une ville, à regarder les tarifications. Pas plus tard que la semaine dernière, nous étions au

Conseil d'administration du Théâtre Paul Éluard et c'est le service Paul Éluard qui a mis le tarif des villes environnantes. Non pas, parce qu'il s'agit de Thiais, les autres villes étaient au même prix voire en dessous, mais Thiais est nettement en dessous de Choisy-le-Roi. Dans d'autres villes, c'est pareil pour le sport. Je vous le dis, oui Madame, regardez les tarifs. Le président du Conseil d'administration du Théâtre Paul Éluard était là, qu'ils ressortent les tarifs, ils sont moins chers. Vous répondre aussi que si vous prenez des places de cinéma, de nombreuses villes ont des places de cinéma à 4 euros et ce n'est pas une critique je fréquente le cinéma de Choisy-le-Roi, le théâtre aussi, mais il faut quand même accepter ce qui se fait ailleurs et dans ce domaine-là, nous n'obtenons pas la couronne du vainqueur, ce n'est pas vrai. La plupart des villes, de droite et de gauche, font de gros efforts, des tarifs très étudiés avec des équipements de qualité. Les pièces, nous avons eu cette discussion, c'est les goûts et les couleurs de chacun, je n'en parlerai pas. Je vous assure, regardez, nous en avons discuté il y a une semaine.

**M. le Maire** : J'avais inscrit Madame Baron et Monsieur Ziegelmeier.

**M<sup>me</sup> Baron** : Je pense à peu près la même chose, tout est dit là. Je vais comparer avec, par exemple, Saint-Maur qui comme vous le dites est une ville riche, mais c'est exactement le même tarif. Je vais régulièrement à Saint-Maur et je stationne très souvent au parking et 30 minutes, c'est vraiment juste. Souvent, je dépasse. Par contre, vous avez mis une heure pour le parking du Port ce qui est bien, puisqu'il y a une petite trotte à faire pour venir chez les commerçants, mais pensez aussi aux commerçants du centre-ville. Nous n'avons que 30 minutes c'est très peu. Je vais à la boulangerie il y a une file d'attente impossible donc, je n'y vais pas. C'est aussi pour éviter les stationnements sauvages que vous devriez allonger le temps de stationnement gratuit, donc, vous avez tout à gagner. Merci.

**M. le Maire** : Eh non, nous avons tout à perdre en mettant tout gratuit, nous n'avons pas tout à gagner. M. Ziegelmeier.

**M. Ziegelmeier** : L'herbe est toujours plus verte ailleurs, parce qu'il faut choisir vos exemples, Madame Baron, et Saint-Maur n'est vraiment pas un bon exemple de vertu républicaine quand on se vante de ne pas appliquer la loi SRU, je pense qu'il faut éviter de choisir l'exemple de Saint-Maur. D'ailleurs, cela coûte assez cher à leurs habitants.

Une réponse sur le disque bleu, nous avons eu le test pendant des années avenue Victor Hugo. Quelles étaient les personnes qui se plaignaient en premier du disque avenue Victor Hugo ? Les commerçants. Pourquoi les commerçants ? Parce qu'il n'y avait pas de turn-over. Le jour où nous avons mis le parking en payant, je ne parle pas de la période actuelle et des travaux nécessaires qui vont arriver, fermons cette parenthèse-là, mais l'expérience a montré qu'avec une tarification adaptée avenue Victor Hugo, le turn-over était bien plus important. Ainsi, les premiers ravis étaient les commerçants. Quant au cinéma, si vous regardez bien les tarifs, il y a aussi des places à 4 euros.

**M. le Maire** : Nous étions donc sur la modification du stationnement payant à compter du 1<sup>er</sup> avril. Je sou mets aux voix. Qui s'abstient ? La droite dans son ensemble. Non, pas le MODEM. Qui est pour ? Le restant, en intégrant les deux membres du MODEM. Je vous remercie.

*La délibération n°20 est adoptée à la majorité (10 abstentions).*

## **FINANCES**

### **→ 21. Décision modificative 1 – Exercice 2019 – Budget principal.**

**M. le Maire** : Monsieur Tisler, y a-t-il une explication ?

**M. Tisler :** Très rapidement, j'ai envoyé un mail à l'ensemble des membres de la commission des finances pour leur communiquer les éléments de cette décision modificative. Ceux-ci n'ont pas demandé à corps et à cris une réunion de la commission des finances sur ce seul point et je les en remercie. Je veux toutefois dire au Conseil que cette décision modificative vient de la renégociation de deux prêts que nous avons contractés à la Caisse des Dépôts et Consignation. Nous avons des outils très performants qui nous permettent d'avoir un calcul et une vigilance très forte sur nos emprunts. Ainsi, nous avons constaté qu'en remboursant ces deux prêts par anticipation, même en payant les indemnités de pénalités dues en cas de remboursement anticipé, nous pouvions obtenir auprès d'autres établissements bancaires des taux bancaires nous faisant gagner une somme substantielle puisque cela représente à peu près 200 000 euros pour l'ensemble des deux prêts que nous renégocions. Je pense que nous pouvons vraiment féliciter notre service des finances qui s'est doté des outils nécessaires pour nous faire prendre ce type de décision, ce sont donc des économies pour la ville. C'est le seul point sur cette décision modificative, mais cela nécessitait cette explication et des félicitations à nos services.

**M. le Maire :** Merci. M. Panetta.

**M. Panetta :** La notice est parfaitement claire, nous votons cette décision sans aucun problème, c'est même une bonne nouvelle. J'en profite aussi, puisque nous parlons finance, je ne peux pas me taire là-dessus, pour évoquer la douche froide que nous avons apprise au territoire. Nous sommes intimement liés avec le territoire puisque les services fiscaux nous ont appris qu'il y aurait 6 millions d'euros de moins de rentrées sur la CFE. Je dis cela, parce que nous sommes sur une corde raide avec des artifices. Le trésorier nous a expliqué que nous allions boucler le dossier, mais surtout, c'est un peu de la roulette russe, en espérant pour près de 2 millions d'euros de rentrées supplémentaires de CFE, ce qui n'est pas acquis.

Ainsi, cela veut dire qu'ils comptent sur les villes, pour que nous-mêmes nous ayons mis une rentrée suffisamment basse pour avoir une bonne surprise. Pourquoi pas, mais ceci dit, la situation dans laquelle nous met l'État est inadmissible. Il ne prend pas position sur le maintien ou pas de ces territoires ou du département, cela devient intenable. Nous en arrivons presque à faire un budget, j'hésite à le dire, mais pratiquement contre nous. Cela nous impose presque de faire des budgets à la limite de la sincérité. C'est catastrophique et je voudrais tirer la sonnette d'alarme. Je l'ai dit au territoire puisque le rapporteur nous a invités aussi politiquement à nous battre, mais peut-être, le Président du territoire parlait de responsabilité, parce qu'il faut voter les budgets, il faut assumer les services, mais notre responsabilité ne sera-t-elle pas un jour de refuser de siéger et de mettre l'État face à ses responsabilités plutôt que d'accompagner cette fuite en avant ? Je crois de plus en plus que cela devient urgent et lorsque nous savons que la Métropole non plus n'est pas financée, l'avenir n'est pas réjouissant, merci.

**M. le Maire :** Je suis tout à fait d'accord avec votre intervention, je crois que nous sommes plusieurs ici à le penser et c'est partagé par quasiment l'unanimité des 24 maires de notre territoire, quelles que soient les couleurs politiques. Toutefois, la question est double, des erreurs dans les calculs viennent-elles de Bercy ? Lorsque nous comparons avec d'autres territoires, excusez-nous, c'est une petite parenthèse territoriale, mais nous nous apercevons que les bases ne sont pas bonnes. De plus, nous pouvons nous interroger sur le nombre de fonctionnaires à Bercy en capacité de travailler efficacement pour donner les chiffres dans le calendrier qui leur est imposé et nous nous demandons comment sont travaillées, finement ou pas, ces questions. En effet, c'est un sujet préoccupant à la fois pour la Métropole, pour les territoires, et je pense que nous avons besoin à tout prix d'avoir une décision ferme et définitive sur quelles vont être les institutions dans ce pays, car pour l'instant, nous sommes toujours dans l'incertitude et cela devient quasiment inacceptable. Je sais que le Président du territoire appellera certainement les uns et les autres à prendre ses responsabilités à ses côtés pour faire entendre la voix des 24 communes. Je partage donc tout à fait votre inquiétude.

Je sou mets aux voix. Abstentions, contre ? Adopté, je vous remercie.

*La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.*

## **COMMANDE PUBLIQUE**

→ **22. Approbation de la convention d'adhésion actualisée à la centrale d'achat du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP).**

**M. le Maire** : Madame Arnaud pour le SIFUREP.

**M<sup>me</sup> Arnaud** : En juin 2011 le SIFUREP a créé cette centrale d'achat pour répondre au mieux aux besoins de gestion des cimetières. 50 villes sont déjà adhérentes à cette centrale qui répond à de nombreux besoins exprimés par les différentes communes. Vous en avez tout le détail dans la notice. Cependant, il est utile de rappeler qu'il n'y a aucune obligation de commander des prestations. Les marchés sont à bons de commande et ainsi, seules s'engagent les villes qui ont choisi de souscrire à certains marchés. La présente convention d'adhésion est une version actualisée tout simplement, parce qu'il y a un élargissement du panel des marchés proposés par le SIFUREP. En l'occurrence, puisque peut-être vous me le demanderez, le transport de corps s'ajoute à la convention. Cette nouvelle version doit faire l'objet d'une délibération en Conseil municipal à chaque fois que se rajoute une offre. Elle n'a aucun impact sur notre adhésion ni sur le montant de la cotisation annuelle. Je vous rappelle, vous l'avez aussi dans la notice, que le coût de l'adhésion reste depuis plusieurs années de 900 euros et de 450 euros par marché souscrit.

Notre ville est adhérente à la centrale d'achat depuis le 5 février 2016, il vous est donc proposé ce soir, en Conseil municipal, d'approuver cette version nouvelle de la convention d'adhésion à la centrale d'achat et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci. Des remarques ? Nous adoptons, je vous remercie. Simplement, puisque nous parlons du cimetière, je tiens à redire encore une fois que l'équipe sur place fait un travail remarquable. Nous sommes bien loin de ce que nous avons eu en début de mandat et aujourd'hui le cimetière est d'une très bonne tenue.

*La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.*

## **PETITE ENFANCE**

→ **23. Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé situé 28 avenue de la Folie.**

**M. le Maire** : Annick Guinery sur le contrat de DSP.

**M<sup>me</sup> Guinery** : Monsieur le Maire, chers collègues. Cet avenant à la DSP qui avait été confié au Petit Chaperon Rouge pour la gestion de la crèche Tony Lainé est la résultante de deux facteurs. D'une part, la possibilité d'atteindre notre objectif initial des fameux 60 berceaux. D'autre part, comme c'est indiqué dans la notice, la difficulté de commercialisation des 20 places d'entreprise par Les Petits Chaperons Rouges (LPCR) nous amène à réfléchir à cette question. Pourquoi ? Vu l'investissement important de la ville sur cet équipement, dans un souci aussi de taux d'occupation maximum et vu l'importance des besoins, nous avons été amenés à compléter et à acheter cinq places dans cette crèche pour un coût négocié de 2800 euros par berceau, portant notre objectif de création de places en crèche à 60, comme prévu en début de mandat.

**M. le Maire :** Bien, merci, des remarques ? Je n'en vois pas. Abstentions, contre ? Je vous remercie et je tiens à signaler la ténacité et la pugnacité du service petite enfance pour arriver à ces 60 berceaux. C'est adopté.

*La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.*

## **DÉMOCRATIE LOCALE CITOYENNETÉ**

### **→ 24. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif 2019 – 1<sup>er</sup> versement.**

**M. le Maire :** Nous avons toujours les délibérations de subventions aux associations, notamment pour la mise en place de transports. Quasiment à chaque conseil, nous avons cela. Pas de remarques ? Nous adoptons. Je vous remercie.

*La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ 25. Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs entre la commune de Choisy-le-Roi et le Comité des Œuvres Sociales des personnels actifs et retraités de la collectivité territoriale de Choisy-le-Roi.**

**M. le Maire :** Pour cet avenant à la convention d'objectifs entre la commune et le COS, Madame Arnaud, rapidement.

**M<sup>me</sup> Arnaud :** Tout d'abord la présidence du COS ayant changé, l'avenant n°1 sera signé par le nouveau président élu par le bureau du COS. Des modifications ont été apportées à la convention concernant les modalités de versement de la subvention telles que défini dans l'article 2-1 et approuvé par une délibération du Conseil municipal du 31 janvier 2018. Afin de mieux correspondre à l'actualité du COS, il vous est proposé ce soir d'apporter un avenant à cette convention. Sur l'article n°1, il s'agit de verser le premier acompte sur le mois de janvier à 80 % et le solde au mois d'octobre. L'ancienne formule était de 60 % en janvier et de 20 % en avril.

Pour le reste, sur l'article n°1 rien ne change. Concernant l'article n°2, cela concerne la mise à disposition des cars modifiée de la façon suivante : sur le point n°1, il s'agit d'un ou deux cars avec chauffeur non plus deux fois, mais trois fois. La destination passant de 150 à 250 kilomètres à partir de Choisy-le-Roi. Se rajoutent deux autres points. Un ou deux cars avec chauffeur une fois maximum dans les conditions suivantes : destination située dans un rayon compatible avec une sortie aller-retour sur un week-end de deux jours. Enfin, dans le cadre de séjours proposés par le COS, celui-ci pourra bénéficier de la mise à disposition d'un bus avec chauffeur ou minibus sans chauffeur pour l'accompagnement de groupes à l'aéroport, soit Orly soit Roissy-Charles de Gaulle, si les horaires de vols ne sont pas compatibles avec les transports en commun. Il vous est donc proposé ce soir d'approuver cet avenant et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, pas de remarques, de demandes d'explications ? Nous adoptons, je vous remercie.

*La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.*

→ **26. Approbation de la mise à disposition d'un véhicule de fonction pour la Directrice Générale des Services.**

**M. le Maire :** La nouvelle Directrice Générale des Services vient de nous rejoindre le 1<sup>er</sup> avril. Vous savez que la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique demande que nous délibérions. Nous délibérons, M<sup>me</sup> Guinery.

**M<sup>me</sup> Guinery :** Il n'y a aucun souci par rapport à cette mise à disposition en fonction des nécessités de service. Par contre, j'ai une question sur l'étendue des déplacements privés. S'agit-il des déplacements entre le domicile et le travail auquel cas c'est tout à fait normal ? Par contre, quelle est l'étendue des déplacements privés ?

**M. le Maire :** C'est un véhicule de fonction, pas un véhicule de service et c'est la grosse différence. Les véhicules de fonction sont à disposition via la fonction de la personne, c'est ainsi partout, dans toutes collectivités comme dans le privé d'ailleurs.

**M. Id Elouali :** J'entends très bien. Pour autant, pour expliquer le vote, nous, nous allons nous abstenir, pas forcément sur Choisy-le-Roi, mais justement, parce que c'est étendu à tous. De plus, la loi précise bien que la mise à disposition est conditionnée à une nécessité absolue.

**M. le Maire :** Je ne fais pas de commentaire. Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Monsieur le Maire, nous n'allons pas en faire un cas de Casus Belli, mais effectivement, il y a une grosse différence entre une voiture de fonction et une voiture de service. En l'occurrence, si c'est une voiture de fonction, très bien, nous pouvons l'autoriser ou pas, ce n'est pas une obligation. Par contre, si vous l'autorisez à des fins de déplacements personnels, je n'y vois pas d'inconvénients, mais cela passe sous le coup des avantages en nature.

**M. le Maire :** Bien sûr, c'est légal.

**M. Panetta :** La partie utilisée à titre personnel doit être déclarée en avantages en nature.

**M. le Maire :** Tout à fait, c'est déclaré sur la fiche de paye.

**M. Panetta :** Avec la crispation actuelle de notre pays, nous ne devons pas nous amuser avec ce genre de choses.

**M. le Maire :** C'est la loi, il n'y a pas d'ambiguïtés sur la question.

**M. Panetta :** Alors, une petite question aussi, j'espère que c'est un véhicule électrique.

**M. le Maire :** Je n'en sais rien, Monsieur Panetta... Sachez que nous avons de plus en plus de voitures électriques dans notre parc. Je sou mets au vote, il y a des abstentions. Je vous remercie.

*La délibération n°26 est adoptée à la majorité (8 abstentions).*

**M. Panetta :** Voilà comment nous nous mettons à dos une Directrice Générale des Services avant qu'elle n'arrive !

*(Rires.)*

**M. le Maire :** Au mandat précédent, cela n'avait jamais posé de problèmes. Madame Alirol.

**M<sup>me</sup> Alirol** : Je voudrais simplement demander si les précédents DGS avaient une voiture de fonction ?

**M. le Maire** : Bien sûr et jamais personne ne s'en est inquiété dans cette ville.

**M. Panetta** : Pourquoi n'en avons-nous pas, nous ? Nous aussi nous avons des déplacements.

*(Partie hors micro)*

**M. le Maire** : Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Nous nous abstenons sur le principe et pas sur la personne. Nous, nous saluons l'arrivée de la nouvelle DGS et nous lui souhaitons tous les encouragements pour sa mission. Pour autant, je tiens qu'il soit précisé dans le procès-verbal que nous nous abstenons par principe et pas sur la personne.

**M. le Maire** : J'interrogerai mon ami et camarade Christian Métairie sur comment cela se passe dans sa commune, comment il fait avec sa direction générale et cela m'amusera certainement. Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron** : Pour finir, nos discussions à ce propos, je défends les femmes alors, ce n'est pas, parce que c'est une femme qu'elle n'a pas droit aussi, comme le précédent DGS, d'avoir un véhicule de fonction. Souvent ce n'est pas tellement un avantage, parce que l'avantage en nature elle le déclare, ceci pouvant peut-être lui faire monter d'une tranche par rapport à ses impôts. Par rapport aux élus et à ce que vous avez dit Monsieur le Maire, les élus n'ont pas de véhicule de fonction, c'est ce que j'ai vu en me renseignant. Elle a donc en tant que Directrice générale des services droit à un véhicule de fonction, avantages en nature qu'elle va déclarer et puis, une femme a le droit aussi d'avoir son véhicule de fonction, comme tout le monde.

**M. le Maire** : Merci, Madame Baron, de nous faire un rappel à la loi. Bien, le vote a eu lieu.

## → 27. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**M. le Maire** : Y a-t-il des remarques ? Béatrice Alirol.

**M<sup>me</sup> Alirol** : Sur la 19.027, nous voudrions une explication.

**M. le Maire** : Frédéric Tisler.

**M. Tisler** : Il s'agit de l'approbation de la convention avec Maître Hélène COURTAUD, avocate au barreau du Val-de-Marne. C'est une convention passée avec une avocate désignée par notre assurance, en charge du contrat de protection juridique pour assurer la défense devant le tribunal de Grande Instance des agents d'accueil qui avaient été agressés verbalement au mois de juillet par un usager. Le tribunal a reconnu la personne coupable des faits qui lui étaient reprochés et cette personne a été condamnée à une peine de six mois d'emprisonnement ferme et à régler un euro symbolique à chacun des agents, c'était la demande des agents qui ne demandaient pas de dédommagement autre que l'euro symbolique. Cette personne n'a pas interjeté appel de la décision.

Vous constatez que j'avais une réponse préparée ce qui est un peu normal dans le cadre de la délégation aux affaires juridiques et je vous remercie d'avoir posé cette question. En effet, elle me permet de dire que, pour moi, lorsque des agents sont agressés dans l'exercice de leur fonction nous pouvons d'abord nous dire que le principe c'est de ne pas en rester là et effectivement pour ces agents d'aller jusqu'au bout et de déposer plainte. Ils sont également



aidés par le contrat d'assurance que nous avons souscrit. Je pense que là, nous avons une décision de justice qui est intéressante à connaître lorsque nous sommes des élus de la République et pour notre personnel, c'est un exemple de la manière qu'il faut avoir de réagir lorsque nous sommes confrontés à cela. J'en profite pour dire que pour l'ensemble des fonctionnaires au contact du public, nous sentons une tension, une violence avec certains usagers et nous nous donnons les moyens de lutter contre cela et de protéger nos agents.

**M. le Maire :** Merci pour ces explications Monsieur Tisler.

**→ 28. Vœu présenté par les élu.e.s des groupes Communiste, Républicain et Citoyen ; Socialistes et Républicains ; Écologistes et Citoyens ; Pour une Écologie Solidaire : Lutte contre la fracture numérique et pour le maintien des services publics de proximité.**

**M. le Maire :** L'ensemble des délibérations ont été votées ou soumises au vote donc il nous reste la présentation du vœu à soumettre au vote. Je donne la parole à Patrick Hervy.

**M. Hervy :** Merci Monsieur le Maire. Rapidement quelques chiffres pour bien cerner le paysage relatif à ce vœu. Ce sont 13 millions de nos concitoyens qui sont aujourd'hui en mal de connexion, en difficulté avec le numérique. 40 % des Français sont inquiets face aux démarches administratives et/ou fiscales en ligne. 20 % des internautes sont mal à l'aise avec l'idée d'utiliser internet. Nous pourrions y ajouter les 0,7 % des Français en zone blanche. Certes ce n'est pas beaucoup, mais cela existe encore, les zones grises où le débit et les connexions sont trop faibles pour réaliser de longues procédures, nous connaissons un peu cela sur notre ville. À cela, s'ajoute d'une part la fracture sociale avec 19 % des Français, ce qui est quand même énorme encore aujourd'hui, qui n'ont pas d'ordinateur à domicile, 27 % qui n'ont pas de Smartphone ou tout simplement de scanner. D'autre part, la fracture culturelle où nous estimons qu'environ un tiers des Français s'estiment peu ou pas compétents pour utiliser un ordinateur.

Ce sont des données nationales, mais nous imaginons aisément qu'elles ont leur correspondance ici, à Choisy-le-Roi. L'enjeu du développement voulu et mis en place par le gouvernement, indépendamment des implications que cela peut avoir sur la qualité du service public et les économies de fonctionnaires que cela laisse entendre, est important dans le domaine de l'accessibilité aux services publics et à leurs droits pour nos concitoyens. C'est tout l'objet de ce vœu à l'adresse de l'État qui vise, comme l'a récemment souligné le rapport du défenseur des droits Jacques Toubon, à exiger des services de l'État qu'aucune démarche ne soit uniquement accessible par voie dématérialisée garantissant l'égal accès aux droits pour tous nos concitoyens.

**M. le Maire :** Merci, y a-t-il des remarques ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Je souscris totalement à ce vœu et je pense que mon groupe en fera de même. Sur les vœux, bien sûr chacun est libre de voter ou pas. Je dirais même que moi je serai beaucoup plus sévère, puisqu'effectivement le numérique est un progrès, il doit être une aide pour l'humanité en général, mais ne doit certainement pas procéder à son remplacement, ce qui est de plus en plus le cas. Il nous est imposé aujourd'hui de passer pratiquement tous nos actes par internet, des familles qui ont un faible pouvoir d'achat ou même d'autres, se voient contraintes de souscrire un abonnement internet alors qu'elles pourraient très bien s'en passer. Là où je serai plus sévère, ce serait de demander à ce que l'État crée un accès internet gratuit ou à cinq euros par mois permettant uniquement de naviguer avec les services publics ou de faire des actes sans télévision, ou autres. Je trouve abusif de vouloir nous imposer ce moyen de communication, qui est très loin d'être parfait, par rapport aux différentes situations politiques et sociales lorsque nous voyons ce que cela comporte, au-delà de l'aide importante et du côté pratique que cela peut apporter. Je pense que la gratuité de l'accès à internet s'impose si nous voulons vraiment nous imposer de passer exclusivement par internet pour nos démarches. Merci.

**M. le Maire :** Merci, d'autres réactions ? Non. Je sou mets aux voix. Qui s'abstient, qui est contre ? Le vœu est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

*La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité.*

*La séance est levée à 21h15.*